

COMPTE-RENDU DE LA DÉLÉGATION ENSEMBLE!-NPA-PG/LFI-POID QUI S'EST RENDUE À LA MÉTROPOLE DE LYON LE 16 NOVEMBRE 2022 EN SOUTIEN AUX GRÉVISTES DE LYON-PERRACHE

Les agents de nettoyage de la gare routière de Lyon-Perrache sont dans leur 6^e semaine de grève illimitée pour obtenir « *des garanties sur la continuité des contrats de travail et notre maintien sur le site* ».

Une délégation de représentants d'Ensemble!, du NPA, du PG et LFI et du POID du Rhône s'est rendue mercredi 16 novembre à 14 h à la Métropole de Lyon pour rencontrer son président Bruno BERNARD afin d'exprimer son soutien à cette grève et les demandes développées dans le communiqué commun de nos organisations (ci-joint).

Une partie des grévistes l'a rejointe avec leurs représentants syndicaux devant le parvis de la Métropole - qui avait été « barricadée » pour l'occasion.

Les dirigeants élus de la Métropole continuent encore de refuser de recevoir les grévistes !

Un des vice-présidents de la Métropole, Bertrand ARTIGNY, est descendu échanger de manière informelle, en indiquant qu'il était chargé du dossier depuis la veille par le président de la Métropole Bruno BERNARD. Il a précisé qu'il ne maîtrisait donc pas encore tous les aspects, qu'il était prêt à recevoir immédiatement les partis politiques, puis qu'il recevrait ultérieurement le patron d'Arc-en-Ciel, sous-traitant employeur des grévistes, ainsi que toutes celles et tous ceux qui lui permettraient d'appréhender le dossier... à l'exclusion pour l'instant des grévistes, qu'il ne veut pas décevoir faute de réponse concrète à leur apporter !

La délégation a décidé de rencontrer néanmoins M. ARTIGNY, en insistant particulièrement sur sa demande que « *la Métropole de Lyon (...) prenne ses responsabilités et réponde d'urgence aux revendications portées par les agents avec leurs syndicats* »... et donc les reçoive !

La Métropole confirme avoir choisi une entreprise d'insertion qui au 1^{er} janvier 2023 remplacera les 22 agents en grève qui travaillent depuis des années sur le site

Lors de cette entrevue, M. ARTIGNY, qui était accompagné de la cheffe de cabinet adjointe du président de la Métropole, a défendu le Schéma de Promotion des Achats Responsables (SPAR) adopté par la collectivité et les clauses sociales qu'il a introduites dans ses marchés publics, notamment en matière d'insertion économique. Tout en reconnaissant que la situation du Centre d'échanges de Lyon-Perrache l'interpelle et montre qu'ils n'ont « *pas été assez vigilants* », il s'agit d'une stratégie sur laquelle « *on ne souhaite pas d'inflexion* ». Il a ainsi confirmé qu'une entreprise d'insertion avait déjà été retenue sur cet appel d'offre pour, à compter du 1^{er} janvier 2023, « *insérer beaucoup de personnes éloignées de l'emploi* ».

Le mandat de la délégation : porter l'exigence du maintien de tous les emplois sur le site et que les grévistes soient reçus.

Le représentant du POID a réaffirmé la responsabilité totale de la Métropole dans le fait que c'est cette décision qui conduit à ce que les 22 agents actuels, qui travaillent sur le site depuis parfois plus de 30 ans, vont être évincés de leur poste. Il a souligné le caractère inacceptable de l'argument d'insertion qui prétend rapprocher des travailleurs de l'emploi en rejetant ceux qui occupent ces postes dans la précarité. Il a rappelé l'exigence commune des partis présents que la Métropole garantisse le maintien des emplois sur le site ainsi que la demande d'un retour en régie publique directe de ce service. Il a remis une nouvelle liasse de signatures sur la pétition initiée par le POID, pétition qui a recueilli sur ces exigences le soutien d'un millier de personnes.

Au compte de toute la délégation, il a réitéré la demande que les grévistes et leurs représentants soient reçus par des élus, et non pas seulement par des responsables des services comme ils l'ont été au 3^e jour de la grève, lorsqu'on les a orienté vers Pôle emploi.

La représentante du NPA a souligné que le meilleur moyen pour favoriser l'insertion, c'est déjà que tous ceux qui travaillent pour la Métropole soient employés par elle. Elle a dit être choquée que la Métropole ne reçoive pas d'abord les salariés et a appelé à agir pour que leurs revendications soient entendues très vite.

Le représentant du PG et de LFI a souligné le débat qui est en cours dans la majorité métropolitaine, avec dès fin octobre les courriers des groupes « Communiste et républicain » et « Métropole insoumise, résiliente et solidaire ». Il a déploré que le président de la Métropole, interpellé depuis longtemps, ait attendu la mi-novembre pour confier le dossier à M. ARTIGNY et qu'il refuse encore de recevoir les grévistes. Pour lui les élus EELV doivent encore faire

leurs preuves. Il a également affirmé qu'une réflexion devait être menée sur la régie publique, même si cela demande du temps pour la préparer.

Le représentant d'Ensemble! a souligné que son organisation était du côté des salariés tout en ayant des élu.e.s, comme le PG/FI et le PCF, dans la majorité à la Métropole. Sur l'insertion, il a indiqué que, avec les meilleures bonnes intentions du monde, « *il arrive qu'on se prenne les pieds dans le tapis* ». Il a dit comprendre que face à l'héritage des marchés publics existants, notamment dans le nettoyage avec une entreprise comme Arc-en-Ciel, la Métropole ne veuille pas reconduire le marché avec elle... mais que là le choix effectué provoque cette grève, qui est légitime et compréhensible. Pour lui la Métropole doit d'urgence recevoir les salariés et leurs syndicats et donner un signal positif pour débloquer la situation. Les représentants des grévistes sont des gens sérieux qui connaissent très bien le dossier. Il y a des choses possibles pour que les 22 agents ne restent pas sur le carreau. Au-delà des reclassements possibles par l'entreprise AEC en application du droit du travail, espérés par la Métropole, il y a des solutions de reclassement que peut proposer la Métropole elle-même vu les nombreux postes vacants dans ses services correspondant aux qualifications des 22 salarié.e.s. Sauf à prendre le risque de faire monter le « tous pourris ».

Le représentant de la Métropole reconnaît : « On s'est pris les pieds dans le tapis »... mais il veut que la procédure aille à son terme, y compris jusqu'au PSE (plan de licenciements) !

M. ARTIGNY a affirmé que Bruno BERNARD avait pris en considération le problème depuis le début, en s'appuyant sur l'organisation de la Métropole pour le traiter. Pour lui le problème est que tout le monde intervient, s'exprime, donne son avis. Il reconnaît que « *sur cette entreprise, on s'est pris les pieds dans le tapis* »... en reprochant à celle-ci de ne pas avoir informé plus tôt ses salariés. Il veut que la procédure qui concerne l'employeur et qui est suivie maintenant par l'État avec l'inspection du travail aille à son terme, y compris avec un « plan de sauvegarde de l'emploi » qui dans une première phase examinera si les licenciements sont nécessaires et dans une seconde phase examinera les possibilités de reclassement. Pour lui il est possible que le groupe T2MC qui a plus de 9 000 salariés, avec en moyenne un turn-over de 10 % par an dans ce secteur, puisse les assurer.

Le représentant du POI.D et tous les représentants politiques présents ont rappelé que c'est la décision de la Métropole qui de fait retire les 22 agents de leur emploi sur ce site, qu'elle ne peut pas s'exonérer de sa responsabilité et qu'il était urgent qu'elle reçoive les grévistes et leurs syndicats.

M. ARTIGNY considère que vu le marché de l'emploi il y a des possibilités pour eux, que c'est à leur employeur de les étudier. Il est prêt à rencontrer les organisations syndicales des agents, quand il maîtrisera le dossier, tout en affirmant que « *la Métropole n'a aucun moyen d'agir* » et qu'il ne veut pas les rencontrer pour rien.

Pour le représentant d'Ensemble! au contraire la Métropole doit agir et vite, c'est une nécessité sociale et politique. Il signale qu'il y a des emplois vacants à la Métropole. Pour lui il faut donner un signal qui change tout, donner une date pour recevoir les grévistes, car il y a urgence.

M. ARTIGNY affirme que les Ressources humaines font un énorme travail, qu'il ne peut pas mettre en porte-à-faux les services de la Métropole. Il doit déjà lire le contrat de 2018 qui la lie à Arc-en-Ciel. Il veut « *avancer vers une solution bonne, sûre, pérenne* ». La cheffe de cabinet adjointe du président affirme qu'il faut pour cela aller au bout de la procédure avec l'État et Arc-en-Ciel et que « *si nous recevons les salariés maintenant, cela risque d'être décevant* ». Pour elle la Métropole n'a pas ignoré les grévistes, car elle descend régulièrement échanger avec eux de manière informelle quand ils viennent se rassembler devant le siège.

Face à l'insistance de la délégation, M. ARTIGNY conclut en indiquant qu'il essaierait de recevoir les représentants des salariés d'ici quinze jours, mais qu'il fallait faire attention car ça pourrait donner une lueur d'espoir alors que ce serait pire si une réunion se tenait qui ne débouchait sur rien.

La grève se poursuit, les exigences demeurent !

Au lendemain de la délégation, le 17 novembre, l'intersyndicale CNT-SO, CGT, FO, CFTD a publié un communiqué indiquant que les agents ont décidé « *unaniment de reconduire le mouvement* » et qu'ils « *se rendront à nouveau lundi 21 novembre devant la Métropole de Lyon à partir de 14h afin de pouvoir échanger avec les conseiller.es métropolitain.es réuni.es en Conseil extraordinaire.* »

Ce 21 novembre est le début de leur 7^e semaine de grève : il y a urgence !